

PAR COURRIEL

Québec, le 6 octobre 2020

Monsieur Santiago Cafiero  
Chef de cabinet  
Gouvernement de l'Argentine

Monsieur Young Chin  
Ministre de l'intérieur et de la sécurité  
Gouvernement de la République de Corée (Corée du sud)

Madame María Baron  
Directorio Legislativo

Madame Robin Hodess  
The B Team  
Open Government Partnership  
1110 Vermont Avenue NW, Suite 500  
Washington, DC 20005  
ÉTATS-UNIS

Mesdames les Coprésidentes,  
Messieurs les Coprésidents,

Conjointement et selon nos responsabilités respectives, c'est avec plaisir que nous vous faisons part aujourd'hui de l'intérêt du gouvernement du Québec à joindre le programme local du Partenariat pour un gouvernement ouvert (PGO).

Le Québec dispose d'une importante tradition en matière de démocratie, de transparence, de respect des libertés civiles et de participation citoyenne et s'engage à préserver ces valeurs dans le futur. Des balises ont été mises en place au fil des ans et ont permis que des assises essentielles soient assurées.

... 2

Secrétariat du Conseil du trésor  
4<sup>e</sup> étage, secteur 100  
875, Grande Allée Est  
Québec (Québec) G1R 5R8  
Téléphone : 418 643-5926  
[cabinet@sct.gouv.qc.ca](mailto:cabinet@sct.gouv.qc.ca)

Secrétariat du Conseil du trésor  
4<sup>e</sup> étage, secteur 100  
875, Grande Allée Est  
Québec (Québec) G1R 5R8  
Téléphone : 418 781-1737  
[cabinet.numerique@sct.gouv.qc.ca](mailto:cabinet.numerique@sct.gouv.qc.ca)

Ministère des Relations internationales et de la Francophonie  
Édifice Hector-Fabre  
525, boulevard René-Lévesque Est  
Québec (Québec) G1R 5R9  
Téléphone : 418 649-2400, poste 56319

Mentionnons notamment l'adoption de la Charte des droits et libertés de la personne (1975), la mise en place du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (1978), la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (1982) ainsi que la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (2002).

Plus récemment, en 2012, le gouvernement du Québec déclarait son engagement à devenir un gouvernement ouvert par une déclaration officielle et annonçait ses premières mesures. En novembre 2016, lors du XVI<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie, le gouvernement du Québec signait la Déclaration d'Antananarivo qui, à l'article 11, encourage les États signataires à rejoindre le PGO. En mai 2019, le ministre délégué à la Transformation numérique gouvernementale, M. Éric Caire, participait au Sommet mondial du PGO à Ottawa. Par voie de communiqué de presse, il a notamment réitéré l'intérêt du Québec à devenir membre du PGO.

#### *Approche d'implémentation du gouvernement ouvert au gouvernement du Québec*

Le gouvernement du Québec met présentement en œuvre son deuxième plan d'action pour un gouvernement ouvert.

L'ensemble du cycle des plans d'action en gouvernement ouvert (cocréation, mise en œuvre et autoévaluation) est coordonné par le Centre québécois d'excellence numérique au Secrétariat du Conseil du trésor.

Un répondant en gouvernement ouvert est désigné dans chacun des quelque cent organismes publics qui composent l'État québécois. Leur fonction consiste notamment à mettre en œuvre les engagements du plan d'action en gouvernement ouvert, coordonner les travaux en données ouvertes et faciliter la mise en place de consultations publiques numériques au sein de leur organisme public.

À l'automne 2020, le Québec prévoit mettre en place un comité en gouvernement ouvert, composé majoritairement de représentants d'organismes de la société civile (Multi-Stakeholder Forum). Il s'agit de représentants d'organismes à but non lucratif et du milieu de la recherche académique. Le comité sera impliqué dans l'ensemble des étapes des futurs cycles de plans d'action (élaboration, mise en œuvre, évaluation).

Un représentant de l'organisme sans but lucratif Québec numérique, qui a participé à la manifestation d'intérêt, fera partie également de ce comité.

L'implication de l'organisme favorisera la mobilisation de la communauté du numérique pour l'élaboration des prochains plans d'action. Initialement créé en 2010 pour mobiliser la communauté du numérique à travers des événements reconnus par l'Organisation internationale de la Francophonie, Québec numérique a récemment diversifié ses activités. Désormais l'organisme appuie le gouvernement et les entreprises à réaliser leur transformation numérique dans le cadre de projets spécifiques. Dans ce contexte, son implication permettra d'élargir et de diversifier la communauté du gouvernement ouvert.

La Chaire de recherche en exploitation des ressources informationnelles de l'École nationale d'administration publique sera également membre du comité.

Les professeurs membres de la Chaire ont réalisé des publications et mémoires en lien avec le gouvernement ouvert, les données ouvertes et l'accès à l'information.

Pour favoriser l'implication de la population, nous comptons sur l'utilisation de la plateforme de consultation « Consultation Québec », laquelle contient diverses fonctionnalités, telles que l'appel de propositions, le débat en ligne et la publication de questionnaires. Cette dernière a été utilisée pour l'élaboration du deuxième plan d'action. Notre intention est de mener une consultation pour chacun des plans à venir.

#### *Principales réalisations du Québec en gouvernement ouvert*

Depuis les dernières années, le Québec s'assure de mettre en place différentes activités afin d'être un gouvernement ouvert.

**L'entente de partenariat Données Québec**, pour faciliter l'accès des données ouvertes aux citoyens.

À ce jour, 51 organismes du gouvernement du Québec, 12 municipalités et 12 organismes de la société civile sont membres et diffusent plus de 1 200 jeux de données de qualité sur le portail commun Données Québec. Par ailleurs, les membres du partenariat ont convenu de pratiques communes concernant les formats de fichiers, les métadonnées et la mise en place de standard spécifique afin d'accroître la réutilisation des jeux de données.

Des événements nommés « HackQC » sont organisés annuellement afin de mobiliser la communauté numérique pour trouver des solutions innovantes à des préoccupations citoyennes en s'appuyant sur les données ouvertes.

Jusqu'à présent, le Partenariat Données Québec est la communauté la plus importante en matière de gouvernement ouvert au Québec.

Elle représente un levier important de collaboration entre juridictions, notamment en matière d'urbanisme et de sécurité publique lors de désastre naturel. De plus, de nouvelles collaborations sont en développement, notamment dans le domaine culturel et de la transparence corporative. Par ailleurs, diverses administrations publiques au Canada et ailleurs dans le monde ont contacté le Partenariat Données Québec pour en apprendre davantage sur les meilleures pratiques mises en place. L'adhésion du gouvernement du Québec au PGO sera l'occasion de partager auprès d'un plus grand éventail d'organismes ces bonnes pratiques.

**L'amélioration de l'accessibilité Web**, permet maintenant à toute personne, peu importe ses incapacités, de comprendre, naviguer et interagir avec le Web gouvernemental.

Dans ce contexte, le nouveau site Web Québec.ca a été lancé en 2018, lequel satisfait aux exigences et aux Règles pour l'accessibilité des contenus Web 2.0 (WCAG 2.0) AA.

Le Québec collabore également avec le gouvernement du Canada, les autres provinces et les territoires pour la mise en œuvre d'un gouvernement ouvert en participant aux travaux du Groupe de travail en gouvernement ouvert du Canada, un groupe pancanadien favorisant la collaboration et le partage d'expérience. Le Québec s'implique d'ailleurs dans divers sous-groupes de travail portant notamment sur les données ouvertes. Ces travaux font partie des plans d'action nationaux du Canada pour un gouvernement ouvert.

#### *L'adhésion au PGO*

C'est dans ce contexte que le gouvernement du Québec souhaite aujourd'hui profiter de l'opportunité de joindre le programme local du PGO. Ce programme représente une véritable occasion d'apprendre des meilleures pratiques des autres administrations membres du PGO, et de saisir des opportunités de développement de sa culture organisationnelle pour implémenter les principes du gouvernement ouvert. À cet effet, le Québec s'intéresse particulièrement aux thématiques liées à la mise en place d'écosystèmes de données ouvertes, la transparence corporative, la transparence des marchés publics, la cocréation avec la société civile et de manière plus générale, la transformation numérique gouvernementale.

En définitive, l'adhésion au PGO représente une occasion pour le gouvernement du Québec d'enrichir son engagement vers un gouvernement ouvert, d'étendre la collaboration du Québec à l'international et d'accroître la contribution francophone au sein du PGO.

Le Québec siège déjà aux instances de la Francophonie, participe aux travaux et aux conférences de l'UNESCO, notamment grâce à l'accord qu'il a conclu en 2006 avec le gouvernement du Canada et qui lui permet d'avoir un représentant permanent au sein de la délégation canadienne auprès de cette institution, et il suit de près les travaux des organisations internationales qui concernent ses champs de compétence et d'intérêt. Il souhaite maintenant que le gouvernement ouvert s'ajoute à l'ordre du jour de ses échanges internationaux afin de promouvoir une culture mondiale de gouvernement ouvert qui responsabilise les citoyens et leur apporte des résultats concrets, tout en promouvant les idéaux d'un gouvernement transparent et participatif du 21<sup>e</sup> siècle.

Nous vous remercions de l'intérêt porté à l'égard de la candidature du Québec et nous vous prions d'agréer, Mesdames les Coprésidentes, Messieurs les Coprésidents, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

La ministre responsable de  
l'Administration gouvernementale  
et présidente du Conseil du trésor,

A blue ink signature of Sonia LeBel, consisting of a stylized 'S' and 'L'.

Sonia LeBel

Le ministre délégué à la  
Transformation numérique  
gouvernementale,

A black ink signature of Éric Caire, written in a cursive style.

Éric Caire

La ministre des Relations  
internationales et de la Francophonie,

A black ink signature of Nadine Girault, written in a cursive style.

Nadine Girault

## COURTESY TRANSLATION

Mr. Santiago Cafiero,  
Chief of Cabinet  
Government of Argentina

Mr. Young Chin,  
Minister of the Interior and Safety  
Government of the Republic of Korea (South Korea)

Mrs. María Baron  
Directorio Legislativo

Mrs. Robin Hodess  
The B Team  
Open Government Partnership  
1110 Vermont Avenue NW, Suite 500  
Washington, DC 20005

Dear Open Government Partnership co-chairs,

Jointly and in accordance with our respective responsibilities, it is our pleasure to inform you today that the Gouvernement du Québec is interested in joining the Local Program of the Open Government Partnership (OGP).

Québec has a strong tradition of democracy, transparency, respect of civil liberties and citizen participation and is committed to preserving these values in the future.

Over the years, the essential foundations of this tradition have been assured through the adoption of key guideposts, such as Québec's Charter of human rights and freedoms (1975), the establishment of the Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (1978), the Act respecting Access to documents held by public bodies and the Protection of personal information (1982) and the Lobbying Transparency and Ethics Act (2002).

More recently, in 2012, the Gouvernement du Québec declared its commitment to become an open government through an official declaration and announced its initial measures. In November 2016, during the XVI<sup>th</sup> Sommet de la Francophonie, the Gouvernement du Québec signed the Antananarivo Declaration which, in article 11, encourages signatory states to join the OGP.

In May 2019, the Minister for Government Digital Transformation, Mr. Éric Caire, attended the OGP Global Summit in Ottawa. In a press release, he reiterated Québec's interest in becoming a member of the OGP.

*The Gouvernement du Québec's approach to implementing open government*

The Gouvernement du Québec is currently implementing its second open government action plan.

The full cycle of these open government action plans (co-creation, implementation and self-assessment) is being coordinated by the Centre québécois d'excellence numérique, within the Secrétariat du Conseil du trésor

An open government representative has been designated in each of the roughly one hundred public organizations comprised within the Québec government system. Their duties include implementing the commitments of the open government action plan, coordinating the work on open data and facilitating the organizing of digital public consultations within their respective public organizations.

In the fall of 2020, Québec plans to establish an open government committee, composed mostly of representatives from civil society organizations (a Multi-Stakeholder Forum). This involves representatives of non-profit organizations and of the academic research sector. The committee will be involved in all steps in the cycle of the future action plans (development, implementation, assessment).

A representative of the non-profit organization Québec numérique, who participated in the expression of interest, will also be a member of this committee. The involvement of Québec numérique will foster the mobilization of the digital community in the development of the future action plans. Initially created in 2010 to mobilize the digital community through events, and recognized by the Organisation internationale de la Francophonie (OIF), Québec numérique has recently diversified its activities. The organization now supports the government and businesses in carrying out their digital transformation in the context of specific projects. In this context, its involvement will make it possible to broaden and diversify the open government community.

The Research Chair on exploitation of information resources of the École nationale d'administration publique will also be a member of the committee. The professors associated with the Chair have produced publications and briefs on open government, open data and access to information.

To encourage the involvement of the population, we rely on the use of the consultation platform "Consultation Québec," which contains various functionalities, such as calls for proposals, online debates and publication of questionnaires. The latter was used in developing the second action plan.

We intend to conduct a consultation for each of the upcoming plans.

#### *Québec's main achievements in open government*

For the past several years, Québec has been instigating various activities so as to become an open government.

#### **The Données Québec partnership, facilitating citizens' access to open data**

Thus far, 51 Québec government organizations, 12 municipalities and 12 civil society organizations have become members and are disseminating over 1,200 quality data sets through the shared portal of Données Québec. Also, the members of the partnership have agreed on common practices concerning file formats, metadata and the adoption of a specific standard in order to increase the reuse of data sets.

Events known as "HackQC" are organized annually to mobilize the digital community to find innovative solutions to citizen concerns by relying on open data.

Until now, the Données Québec partnership is the most important community in the area of open government in Québec. It represents an important lever for collaboration between jurisdictions, particularly in the area of urban planning and public security in the event of natural disasters. Also, new collaborations are being developed, notably in the cultural field and that of corporate transparency. Furthermore, various public administrations in Canada and elsewhere around the world have contacted the Données Québec partnership to learn more about the best practices adopted. Québec's joining of OGP will be an opportunity to share these best practices with a larger range of organizations.

**Improvements in web accessibility** now enable any person, regardless of his or her disabilities, to understand, surf on and interact with the government Web.

In this context, the new site Web Québec.ca was launched in 2018. It is compliant with the Web 2.0 guidelines and rules for web content accessibility (WCAG 2.0 AA).

Québec is also collaborating with the Government of Canada and with the other provinces and territories for implementation of open government, by participating in the deliberations of the Canada Open Government Working Group, a pan Canadian group that encourages collaboration and sharing of experience. Québec is involved in various working sub-groups, focusing in particular on open data. These deliberations form part of Canada's national open government action plans.

*OGP membership*

In this context, the Gouvernement du Québec today hopes to take advantage of the opportunity to join the OGP Local Program. This program represents a true opportunity to learn the best practices of other OGP-member jurisdictions, and to benefit from opportunities to develop its organizational culture to implement open government principles. In this regard, Québec is particularly interested in the sets of themes relating to implementation of open data ecosystems, corporate transparency, transparency in public procurement, co-creation with civil society and more generally, government digital transformation.

By joining OGP, the Gouvernement du Québec will definitely be gaining an opportunity to enrich its commitment toward open government, to extend Québec's collaboration internationally and to increase the French-language contribution within OGP. Québec already has a seat in the assemblies of La Francophonie, participates in the deliberations and conferences of UNESCO, according to the 2006 agreement between the Government of Québec and the Government of Canada which guarantee Québec's presence as a full participating member of the Permanent Delegation of Canada to this agency, and closely follows the work of international organizations that are concerned with its fields of jurisdiction and interest. It now wishes open government to be added to the agenda for its international exchanges in order to promote a world culture of open government that will empower citizens and give them concrete results, while promoting the ideals of a transparent and participatory government of the 21<sup>st</sup> century.

We thank you for the interest you will place in Québec's candidacy.

Please accept ours kindest regards.

SONIA LEBEL

ÉRIC CAIRE

NADINE GIRAULT